



COP 21 : Un accord qui perpétue les hégémonies existantes

Cent-cinquante chefs d'État et de gouvernement ont fait le déplacement pour la conférence de Paris sur le climat. Ils ont annoncé de nobles intentions et promis l'engagement de leurs gouvernements pour limiter le réchauffement climatique. Deux semaines plus tard, que reste-t-il de ces intentions ? Au fil des tractations en coulisses et des débats en plénière, les États ont reculé sur tout.

Il y a certes un accord, mais à quel prix et avec quel contenu ? Où est la justice environnementale et sociale ? Il ne subsiste qu'une coquille vide acceptable par les pays développés – et les multinationales omniprésentes à la COP. Surtout, les populations et les pays victimes du réchauffement climatique – principalement dans les pays du Sud – vont encore devoir payer l'addition de politiques irresponsables élaborées sans aucune considération des retombées.

Les engagements en matière de financement, de transferts de technologie, d'ambition à long terme sur les émissions et de règlement des pertes et dommages n'offrent aucune perspective de ralentissement du réchauffement climatique, et encore moins pour son arrêt.

Les pays industrialisés, historiquement les plus pollueurs – États-Unis au premier chef – ont peu à craindre d'un cataclysme climatique. Ils ont les moyens d'y pallier. Même si les conséquences pèsent sur leurs travailleurs et populations, la technologie et les finances existent pour atténuer les retombées. En revanche, les pays en développement, dont les organisations syndicales et associatives n'ont pas eu les moyens d'assister à la COP, vont payer le prix fort. Les travailleurs de ces régions sont les victimes du manque de courage de la conférence de Paris.

Les négociations climatiques ne portent plus depuis longtemps uniquement sur des thèmes environnementaux. Elles traitent aussi des questions sociales et humaines. La COP21 pose une fois encore la question des solidarités entre les peuples de notre planète, à nouveau sans réponse. Les migrations climatiques, les tensions sociales et l'augmentation des inégalités en seront les conséquences.

Les organisations signataires de la présente dénoncent vigoureusement l'irresponsabilité des gouvernements, et en premier lieu des pays industrialisés. Les clés de notre avenir sont à trouver parmi nous, dans la coopération, la solidarité et la lutte. Les gouvernements ont refusé de prendre leurs responsabilités face à l'histoire. À nous, par conséquent, de nous engager dans des luttes réelles et solidaires contre le réchauffement climatique, pour les droits fondamentaux, pour la transition juste et le travail décent, pour tous et partout.

Paris, 12 décembre 2015

Premiers signataires :

- New Trade Union Initiative (NTUI), Inde
- National Garments Workers Federation (NGWF), Bangladesh
- Confédération Générale du Travail (CGT), France
- 全国労働組合 総連全国労働組合 総連全国労働組合 総連（全労連）(ZENROREN), Japon
- Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN)
- La Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM)
- Unite, Nouvelle Zélande
- Confédération des Syndicats Autonomes (CSA), Sénégal